

Bonjour à toutes et tous,

Je suis là aujourd'hui pour représenter Sud Recherche dont j'ai été la secrétaire nationale pendant plusieurs (trop) années ; aujourd'hui je reste membre du Conseil national et du bureau du syndicat et nous vous remercions pour l'invitation.

Je siége au Comité social d'administration du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche avec Kevin et j'ai précédemment siégé au Comité technique du ministère avec Mikael d'Orléans. Et nous me semble que ça se passe plutôt bien. De fait, nos syndicats partagent les sièges en CSA et FS, mais nous siégeons aussi ensemble au CNESER, et parfois localement au sein d'instances universitaires.

Je vais être assez brève, et ne m'attarderai pas sur le contexte actuel : la crise environnementale, la situation internationale, la montée ou plutôt même l'installation de l'extrême droite et de ses idées, un peu partout, y compris en France ; ça fait une première jambe lourde pour notre syndicalisme de transformation sociale, mais ce sont des batailles essentielles que l'on mène ensemble, avec Solidaires ; je suis sûre vous aurez l'occasion de débattre de tous ces sujets, mais il nous paraît important de pointer du doigt l'impact que cela peut avoir dans nos établissements de l'Enseignement supérieur et de la recherche, avec par exemple les attaques contre les universités qui seraient des repères d'islamo-gauchistes, les attaques sur les libertés académiques et la montée en puissance des « zones à régimes restrictifs » qui pourraient bien devenir un outil pour écarter des collègues que le ministère de l'intérieur considérerait comme gênantes ou gênants. Il ne nous faudra pas baisser la garde et protéger nos collègues...

Pour ce qui est de la deuxième jambe de notre syndicalisme, celle au plus près des collègues et de leur travail, celle qui nous contraint à passer du temps dans des réunions avec les employeurs, avec la DGRH et le ministère, ce n'est pas ce qu'il y a de plus fun, mais ce travail est nécessaire pour pouvoir informer les collègues, les alerter, construire les mobilisations. Il nous paraît important de pouvoir porter dans les instances une voix différente des autres OS qui ont un peu trop tendance à notre goût à se focaliser sur réclamer des primes et la revalorisation du point d'indice. Questionner l'attractivité, c'est aussi aborder les questions de conditions de travail, de la perte de sens du travail, les questions de précarité, en n'oubliant pas les populations les plus précaires, notamment les vacataires qui sont les nombreux et nombreuses invisibles de notre secteur...

Ce sont ces combats que l'on essaie de mener ensemble, il y a certainement encore à faire pour améliorer nos pratiques pour encore mieux travailler ensemble que ce soit localement ou au niveau national par exemple en essayant de mieux préparer les réunions d'instance, les intersyndicales, en mettant en commun des outils (je pense par exemple à un groupe de travail qu'on a mis en place en interne sur les bases de données sociales afin d'avoir un suivi d'indicateurs que l'on choisirait pour les différents types de personnel de l'ESR et qui pourrait faire l'objet d'un travail commun ; idem sur la précarité où on pourrait avoir des réunions thématiques communes...)

Et ce travail commun peut aussi se construire au niveau local, et donc j'en profite pour rappeler qu'à Montpellier avec les camarades de SESL nos 3 syndicats organisent une deuxième formation sur les établissements publics expérimentaux et leur devenir en « Grand établissement » le 18 juin. Cette formation, comme la précédente, est en visio « multi-site » avec un objectif de se préparer aux changements que va consister le passage en Grand établissement de la plupart des universités - ce qui leur permettra de déroger au code de l'éducation, avec par exemple la libéralisation des droits d'inscription - et aussi de faire en sorte que nos équipes se rencontrent sur un site commun, afin de construire ensemble la mobilisation contre ces Grands établissements.

Enfin il y a une bataille commune qu'il va nous falloir absolument mener, c'est celle des élections de 2026. Les enjeux sont importants car au travers de ces élections, il y a nos moyens pour lutter.

Je vous souhaite un très bon congrès.